bleaux qu'il lui a consacrés depuis 1871 ne sont pas de nature moins variée. *Le Jour de baptême* nous offre l'image d'un bébé alsacien, au visage rose, aux cheveux blonds, coiffé d'un bonnet brodé d'or et couché sur un oreiller bordé de guipure. Une couverture de soie piquée est étendue sur ce charmant bébé, qui nous regarde avec cette expression vague dont les mères ont seules le secret. L'oreiller est posé sur un fauteuil, au dossier duquel est suspendue une cornemuse dégonflée. A côté, sur une table recouverte d'un tapis, on voit un hanap de cuivre ciselé et une large coupe de verre pleine des dragées du baptême. Tous ces accessoires sont traités de main de maître; la couleur est claire et puissante. « *Le Jour du baptême* est un excellent morceau de peinture, a dit M. About. C'est plaisir de voir ce bel enfant épanouir comme une fleur dans un cadre de choses riches et variées. »

M. E.-N. Varin a exposé au Salon de 1877 une belle gravure au burin, exécutée d'après ce tableau.

* **JOURDAIN** (Charles-Marie-Gabriel Bué-CHILLET), philosophe et littérateur français.

Il était depuis quelques années inspecteur général de l'instruction publique lorsqu'il fut nommé, en mars 1875, par M. Wallon, secrétaire général du ministère de l'instruction publique. Il a été appelé, en outre, à faire partie du conseil supérieur de l'instruction publique et il a été promu commandeur de la Légion d'honneur en janvier 1876. On lui doit : le *Rapport sur l'organisation et les progrès de l'instruction publique* (1871, in-8°); *L'Éducation des femmes au moyen âge* (1871, in-40); *Nicolas Oresme et les astrologues de la cour de Charles V* (1875, in-8°); *Un compte de la nation d'Allemagne de l'Université de Paris au* XVe *siècle* (1875, in-8°); *Discours sur les travaux historiques de M. Guizot* (1876, in-8°); le *Collège du Cardinal-Lemoine* (1876, in-8°), etc.

JOURDAIN (Sylvain-Hippolyte), savant français, né à Bayeux (Calvados) en 1832. Il commença l'étude de la médecine, qu'il abandonna pour les sciences naturelles, et il entra dans l'enseignement en 1861. Après avoir été professeur à Thiers et à La Rochelle, il se fit recevoir docteur ès sciences à Paris (1868). L'année suivante, M. Jourdain fut appelé à occuper une chaire de zoologie et d'anatomie comparée à la Faculté de Montpellier. Il a été nommé depuis professeur à la Faculté des sciences de Nancy. Outre de nombreux articles publiés depuis 1871 dans la *Revue des sciences naturelles*, on lui doit : *Recherches sur la veine porte rénale, propositions de zoologie, de botanique et de géologie* (1860, in-4°); *Coup d'œil sur le système nerveux et lymphatique de la raie bouclée* (1868, in-8°); *Notice zoologique et anatomique sur une espèce de chétoptère* (1868, in-8°), etc.

JOURDAN (Théodore), peintre français, né à Salon (Bouches-du-Rhône) en 1833. Il étudia la peinture à l'École des beaux-arts de Marseille, puis il se rendit à Paris (1855) et prit des leçons de Loubon. Depuis 1865, il a exposé aux Salons un certain nombre de tableaux représentant des scènes de genre. En 1874, il a été nommé professeur de dessin à l'École des beaux-arts de Marseille. Nous citerons de cet artiste, qui est un bon dessinateur et un fin observateur de la nature, les œuvres suivantes : *Filature de cocons aux environs d'Arles, Marché aux melons à Cavaillon* (1865); les *Petits maraudeurs* (1866); la *Petite fille à la grenouille* (1868); l'*Appui fraternel* (1869); la *Dépouille des cocons à Salon* (1870); *Départ d'un troupeau pour la montagne* (1873); *Retour à la ferme* (1873); la *Grand'mère* (1875); *Promenade au bord de la mer sur les côtes de Provence* (1876); le *Fidèle gardien* (1877), etc.

JOURDIER (Auguste), agronome français, né à Semur (Côte-d'Or) en 1822. Il s'est adonné de bonne heure à l'agronomie et il a dirigé des exploitations rurales. M. Jourdier a fait des voyages en Angleterre, en Écosse, en Russie pour y étudier l'état de l'agriculture. Il fut chargé, pendant un de ces voyages, de réorganiser les domaines impériaux des grandes-duchesses Hélène et Marie de Russie. Il a été pendant un certain temps secrétaire de la rédaction de l'*Estafette* et il fait partie de diverses sociétés savantes. Nous citerons, parmi ses ouvrages : *Voyage agronomique en Angleterre et en Ecosse* (1853, in-8°); le *Matériel agricole ou Description et examen des instruments, des machines, des appareils et des outils au moyen desquels on veut sonder, défricher, défoncer, labourer, etc.* 1854, in-12); la *Viticulture et la production des sarmentes* (1855, in-12); *Catéchisme d'agriculture* (1857, in-12); *Excursion agronomique en Russie* (1860, in-12), réédité sous le titre de *Voyages agronomiques en Russie, lettres et notes sur une excursion faite en* 1859 (1861, in-8°); *Des forces productives, destructives et improductives de la Russie* (1860, in-8°); *De l'émancipation des serfs en Russie* (1861, in-8°); l'*Agriculture à l'Exposition universelle de Londres* (1862, in-12); *Deuxième voyage agronomique en Russie en* 1860-1861 (1863, in-8°), etc.

* **JOURNAL** s. m. — **Encycl.** Nous compléterons ici, au moyen de quelques nouveaux documents, l'histoire du journalisme.

— *Autriche-Hongrie.* Le nombre des *journaux* publiés en 1872 dans l'Autriche-Hongrie s'élevait à 1,016, dont 204 étaient des organes politiques et 642 non politiques ; 170 feuilles étaient politiques et non politiques en même temps. Ces *journaux* étaient rédigés dans les langues les plus variées : 600 en allemand, 170 en hongrois, 79 en tchème tchèque, 58 en polonais, 50 en italien, 22 en slovène, 9 en ruthène, 8 en roumain, 6 en croate, 5 en serbe, 3 en hébreu ; en grec, slovaque et français, chacun deux. Vienne seule possédait 340 *journaux*, 59 politiques et 281 non politiques, dont 337 allemands, 2 tchèques, 2 roumains et 2 ruthènes ; un seul *journal* français paraissait dans la capitale de l'Autriche.

— *États-Unis.* La circulation totale des *journaux* imprimés dans l'État de New-York était, en 1872, de 492,770,868 exemplaires par an, soit deux fois de plus que le nombre de ceux imprimés dans n'importe quel autre État de l'Union. Après New-York venait la Pensylvanie, ou l'on imprimait 233,380,332 exemplaires par an. Le Massachusetts en imprimait 107,601,935 ; l'Illinois, 106,686,904 ; l'Ohio, 93,594,448. Venait ensuite la Californie avec 45,869,408 exemplaires de *journaux* par an.

A l'Exposition de Vienne de 1873 a figuré une collection de 5,000 numéros de *journaux* et de recueils périodiques des États-Unis, collection reliée en 119 volumes et à laquelle a été accordée une médaille de mérite. Cette collection a été complétée par un catalogue raisonné de la littérature périodique aux États-Unis, où nous puisons les chiffres suivants : 8,581 *journaux* et revues paraissaient entre le golfe du Mexique et les grands lacs du Canada. 507 se publiaient à New-York, 81 à Saint-Louis, 38 à La Nouvelle-Orléans, 37 à San-Francisco, 194 à Boston, 168 à Philadelphie, 41 à Baltimore, 37 à Détroit, 145 à Chicago, 71 à Cincinnati et 35 à Washington. Il paraissait aussi des feuilles périodiques dans les territoires. En 1870, on comptait 14, le territoire Indien 2, le Montana 8, le Wyoming 6, l'Idaho 5, le Nouveau-Mexico 5, l'Arizona 4, le Colorado 50 et l'Utah 15.

— *Suisse.* La *Nouvelle Gazette de Zurich* a publié pour l'année 1873 la statistique de la presse suisse, en prenant pour base de ce travail le chiffre fourni par l'administration des postes, des prix des *journaux* et autres feuilles périodiques auxquels on s'abonne dans les bureaux de poste fédéraux. En nous reportant à cette statistique, voici la liste des *journaux* politiques de la Suisse dans les différents cantons : Argovie et cantons d'Appenzell (R.-ext.), 3 ; Appenzell (R.-int.), 1 ; Bâle-Campagne, 4 ; Bâle-Ville, 4 ; Berne, 28 ; Fribourg, 8 ; Genève, 11 ; Glaris, 2 ; Grisons, 10 ; Lucerne, 8 ; Neuchâtel, 7 ; Saint-Gall, 17 ; Schaffhouse, 6 ; Schwyz, 7 ; Soleure, 7 ; Tessin, 7 ; Thurgovie, 11 ; Unterwald (Nidwald), 1 ; Unterwald (Obwald), 2 ; Uri ; Vaud, 14 ; Valais, 3 ; Zurich, 33 ; Zug, 2. Total, 230.

Un détail curieux, c'est que l'on peut s'abonner à tous ces *journaux* et y ajouter même les autres feuilles périodiques, pour une somme de 3,000 francs environ.

Quant aux publications périodiques, autres que les *journaux* politiques, on en compte 179. Sur ce nombre, on sont des feuilles officielles de la Confédération, des cantons et de quelques villes ; 30 s'occupent de théologie, 20 des affaires de banque et des cours des fonds et valeurs ; 17 fournissent à leurs abonnés des lectures analogues à celles des nouvelles et feuilletons ; 13 sont des feuilles d'avis proprement dites ; 5 des listes d'étrangers dans les stations de bains, et des listes de touristes ; l'agriculture a 12 organes, sans compter 3 publications de cotes des céréales ; les modes en ont 11, l'instruction scolaire 6, la jurisprudence 5, la médecine 3, les armées 3, la protection des animaux 3, la science forestière, la musique et le chant, la gymnastique, la typographie, la sténographie, l'histoire naturelle, l'industrie et l'émigration possèdent chacun 2 *journaux* ; enfin la statistique, l'élève des abeilles et les chemins de fer en ont un seul.

— *Turquie.* Le mouvement du journalisme turc est assez actif. En nous reportant également à l'année 1873, nous trouvons la statistique suivante :

Il paraît actuellement, dans la capitale de l'empire ottoman, 43 *journaux*. Les quotidiens sont au nombre de 19, dont 5 turcs : *Takvim-Vekaï*, politique et officiel ; *Basiret*; *Hakikat*, politique et littéraire ; *Mausumek*, politique et littéraire, imprimé en caractères arméniens ; *Istanbul Astir* (l'*Etoile de l'Orient*), organe officiel du patriarcat, en caractères grecs ; 4 français : la *Turquie*, officiel ; *Courrier d'Orient*; *Phare du Bosphore* (organe du Phanar) ; l'*Esprit*, interrompu il y a quelque temps ; 2 anglo-français : *Levant Herald* ; *Levant-Times*, actuellement suspendu ; 5 arméniens : *Orakir* et *Pountsch*, tous deux politiques et littéraires ; *Medechouane Henodis*, *Sedah*, *Ararat* ; 3 grecs : *Byzantis*, considéré comme officiel ; *Neologos*, tout à fait hellène ; *Typos*, indépendant.

Il paraît 4 *journaux* cinq fois par semaine. *Journaux* en langue turque : *Rusnamé*, *Terokti*, *Humeis* et *Ibret*. Trois fois par semaine, 1 grec : *Constantinopolis*, et 1 arménien : *Masis*, politico-littéraire. Deux fois par semaine, 9 *journaux*, dont 3 arméniens : *Mehul* et *Iprat*, tous deux satiriques, et *Airenik*, politico-littéraire ; 2 turcs : *Taif-Assur*, humoristique, et *Diogène*, satirique ; 2 bulgares : *Turdzia* et *Macedonia* ; 2 français : le *Diogène français*, satirique, et l'*Union d'Orient*, actuellement suspendu.

7 *journaux* hebdomadaires, parmi lesquels 3 arméniens : *Mamul*, satirique ; *Asedaper*, protestant ; *Hiergrakunt*, didactique et pédagogique ; 2 turcs : *Diogène*, édition grecque du journal turco-français portant le même titre ; l'*Esprit* ; 2 français : *Moniteur du commerce*, l'*Orient illustré*, journal artistique.

Deux fois par mois paraît le *Journal* littéraire l'*Eurédikti*. Ajoutons au recueil rare qui se vend en feuilles, mais qui paraît à des intervalles irréguliers et qui est destiné au sexe féminin.

* **Journal officiel.** — Le *Grand Dictionnaire*, tome IX, page 1053, a expliqué à la suite de quelles circonstances le *Journal officiel* était passé des mains de M. Dalloz à celles de M. Wittersheim. Il nous reste à dire en quelques lignes les diverses transformations subies par l'organe officiel du gouvernement.

Le premier *Journal officiel* date de l'an VIII; ce fut le *Moniteur universel*, qui avait été fondé en 1789 par Panckoucke, l'éditeur de l'*Encyclopédie méthodique*. La révolution commençait ; chaque jour, ainsi que le dit le *Dictionnaire d'administration* de M. Block, chaque jour amenait en abondance des faits et des discours, que le nouveau journal fut destiné à réunir. Il doit en grande partie le succès qu'il obtint au commencement des assemblées législatives, qui était rédigé avec talent par Maret, depuis duc de Bassano. Le premier numéro parut le 24 novembre 1789 ; il portait pour titre : *Gazette nationale*, et en sous-titre *Moniteur universel*. En nivôse an VIII, le gouvernement voulant avoir un organe dans la province, le choix de ce journal et le divisa en deux parties, l'une officielle réservée au pouvoir, l'autre non officielle, qui devait être communiquée chaque soir en épreuve au gouvernement. En 1814, lorsque vint l'Empire, le titre *Gazette nationale* disparut et le journal officiel s'appela le *Moniteur universel*. Il reprit momentanément la *Gazette nationale*, qui dura jusqu'aux Cent-Jours. Le *Moniteur universel* reparut alors et resta jusqu'au 16e janvier 1869 l'organe officiel du gouvernement.

En 1852, dit le dictionnaire de M. Block, le gouvernement, voulant répandre le *Journal officiel*, fit avec les propriétaires de cette feuille, qui s'appelait encore le *Moniteur universel*, un traité d'après lequel ils abaissèrent le prix d'abonnement de 112 francs à 40 francs. Ils obtinrent en compensation le droit de publier des annonces et des roman-feuilletons : ils eurent, en outre, le privilège de certaines annonces ayant un caractère officiel, adjudications de travaux, fournitures pour l'État, etc., et furent exemptés des droits de timbre et de poste. C'était déjà beaucoup. Cependant ces concessions ne pouvaient suffire à l'ambition de MM. Dalloz et Cie. Ils exigèrent davantage, et, en dépit de toute justice, ils passèrent, nous allions dire ils imposèrent, en 1864, un nouveau traité par lequel ils reconnaissaient, jouissant des mêmes privilèges et des mêmes immunités, fut ajouté au premier sous le titre de *Petit Moniteur du soir*. Le prix du numéro fut fixé à 0 fr. 05, celui de l'abonnement à 15 francs. Bientôt les prix s'élevèrent sur les lenteurs qu'éprouvait la publication des documents parlementaires et sur le mécontentement des travaux législatifs par petites fractions. On y ajouta certaines insertions financières et certains romans. On eût pu ajouter que, par ses dimensions, le format était des plus incommodes. Le gouvernement décida que le traité ne serait pas renouvelé et mit en adjudication « le droit exclusif d'imprimer et de publier les deux journaux officiels du matin et du soir. » L'adjudication eut lieu le 24 septembre 1868, et, ainsi que nous l'avons dit au *Grand Dictionnaire*, M. Wittersheim devint adjudicataire à dater du 1er janvier 1869.

Aux termes de cette adjudication du 24 septembre 1868, l'adjudicataire est tenu de publier chaque jour dans l'édition du matin les comptes rendus sténographiques des assemblées législatives, ainsi que les lois, décrets et actes officiels, judiciaires ou administratifs, dont l'insertion est réclamée par le gouvernement. Les exposés de motifs et les projets de loi doivent être insérés au journal du matin dans les cinq jours qui suivent la distribution aux membres des Assemblées. Les rapports faits aux Assemblées doivent être publiés au même journal dans les trois jours qui suivent leur distribution. Le ministre de l'intérieur a le choix de ce journal et le divisa en deux parties, l'une officielle réservée au pouvoir, l'autre non officielle, qui devait être communiquée chaque soir en épreuve au gouvernement. En 1814, lorsque vint l'Empire, le titre *Gazette nationale* disparut et le journal officiel s'appela le *Moniteur universel*. Il reprit momentanément la *Gazette nationale*, qui dura jusqu'aux Cent-Jours. Le *Moniteur universel* reparut alors et resta jusqu'au 16e janvier 1869 l'organe officiel du gouvernement.

En 1852, dit le dictionnaire de M. Block, le gouvernement, voulant répandre le *Journal officiel*, fit avec les propriétaires de cette feuille, qui s'appelait encore le *Moniteur universel*, un traité d'après lequel ils abaissèrent le prix d'abonnement de 112 francs à 40 francs. Ils obtinrent en compensation le droit de publier des annonces et des romans-feuilletons : ils eurent, en outre, le privilège de certaines annonces ayant un caractère officiel, adjudications de travaux, fournitures pour l'État, etc., et furent exemptés des droits de timbre et de poste. C'était déjà beaucoup. Cependant ces concessions ne pouvaient suffire à l'ambition de MM. Dalloz et Cie. Ils exigèrent davantage, et, en dépit de toute justice, ils passèrent, nous allions dire ils imposèrent, en 1864, un nouveau traité par lequel ils reconnaissaient, jouissant des mêmes privilèges et des mêmes immunités, fut ajouté au premier sous le titre de *Petit Moniteur du soir*. Le prix du numéro fut fixé à 0 fr. 05, celui de l'abonnement à 15 francs. Bientôt les prix s'élevèrent sur les lenteurs qu'éprouvait la publication des documents parlementaires et sur le mécontentement des travaux législatifs par petites fractions. On y ajouta certaines insertions financières et certains romans. On eût pu ajouter que, par ses dimensions, le format était des plus incommodes. Le gouvernement décida que le traité ne serait pas renouvelé et mit en adjudication « le droit exclusif d'imprimer et de publier les deux journaux officiels du matin et du soir. » L'adjudication eut lieu le 24 septembre 1868, et, ainsi que nous l'avons dit au *Grand Dictionnaire*, M. Wittersheim devint adjudicataire à dater du 1er janvier 1869.

Aux termes de cette adjudication du 24 septembre 1868, l'adjudicataire est tenu de publier chaque jour dans l'édition du matin les comptes rendus sténographiques des assemblées législatives, ainsi que les lois, décrets et actes officiels, judiciaires ou administratifs, dont l'insertion est réclamée par le gouvernement. Les exposés de motifs et les projets de loi doivent être insérés au journal du matin dans les cinq jours qui suivent la distribution aux membres des Assemblées. Les rapports faits aux Assemblées doivent être publiés au même journal dans les trois jours qui suivent leur distribution. Le ministre de l'intérieur a le choix de ce journal et le divisa en deux parties, l'une officielle réservée au pouvoir, l'autre non officielle, qui est mise à la disposition du public. Le prix de l'abonnement est de 40 francs pour un an, 20 francs pour six mois, 10 francs pour trois mois. Le prix du numéro est de 0 fr. 05 centimes. Le journal officiel paraît tous les jours, excepté les dimanches et les jours de fêtes légales. Il est publié en français et en arabe. Il est vendu au public par les soins de l'imprimeur du journal officiel, qui est tenu d'avoir un dépôt dans chaque préfecture et sous-préfecture. Il est envoyé gratuitement aux préfets, sous-préfets, maires, juges de paix, aux membres du sénat et de la chambre des députés, aux ministres, aux ambassadeurs et aux consuls de France à l'étranger, aux consuls étrangers en France, aux membres de l'institut, aux membres du conseil d'État, aux membres du conseil supérieur de l'instruction publique, aux membres du conseil supérieur du commerce, de l'industrie et des colonies, aux membres du conseil supérieur des haras, aux membres du conseil supérieur de l'agriculture, aux membres du conseil supérieur des prisons, aux membres du conseil supérieur de la marine marchande, aux membres du conseil supérieur de la guerre, aux membres du conseil supérieur de la marine militaire, aux membres du conseil supérieur de santé, aux membres du conseil supérieur des postes et télégraphes, aux membres du conseil supérieur des beaux-arts, aux membres du conseil supérieur des travaux publics, aux membres du conseil supérieur des mines, aux membres du conseil supérieur des chemins de fer, aux membres du conseil supérieur de l'assistance publique, aux membres du conseil supérieur des monnaies, aux membres du conseil supérieur des archives, aux membres du conseil supérieur des bibliothèques, aux membres du conseil supérieur des musées, aux membres du conseil supérieur des monuments historiques, aux membres du conseil supérieur des monuments historiques, aux membres du conseil supérieur des monuments historiques